

L'ASIE IMMÉDIATE

# INTERNET EN ASIE

Karyn POUPÉE

Séverine ARSÈNE

Alexandra SOULIER

Ingrid THERWATH

Jean-Marie BOUISSOU



*Picquier poche* extrait de la publication



Séverine Arsène  
Karyn Poupée  
Alexandra Soulier  
Ingrid Therwath

# Internet en Asie

Chine, Corée du Sud,  
Japon, Inde



*Éditions  
Philippe Picquier*

L'ASIE IMMÉDIATE  
Collection dirigée par Jean-Marie Bouissou

© 2012, Editions Philippe Picquier  
pour l'édition de poche

Mas de Vert

B.P. 20150

13631 Arles cedex

[www.editions-picquier.fr](http://www.editions-picquier.fr)

*Conception graphique* : Picquier & Protière

ISBN : 978-2-8097-0395-5

ISSN : 1251-6007

Jean-Marie Bouissou<sup>1</sup>

INTERNET EN ASIE :  
L'INSTRUMENT DE TOUS LES CHANGEMENTS ?

*Quelques chiffres*

Au sens où nous l'entendons dans cette collection, l'Asie est délimitée à l'ouest et au nord par les frontières indienne et chinoise. Fin 2011, sur plus de 3,7 milliards d'habitants, elle comptait environ 960 millions d'utilisateurs d'Internet. C'est 38,5 % de la population, 2,5 points de moins que la moyenne mondiale. L'écart est abyssal entre les pays les plus connectés (Corée du Sud : 82,7 %, Japon : 80 %) et les moins bien dotés (Birmanie : 0,2 %, Bangladesh : 3,5 %).

En une décennie (2000-2011), la progression a été foudroyante. Le nombre d'internautes asiatiques a été multiplié par neuf, contre seulement cinq dans le reste du monde. C'est en Asie que se trouvent le pays qui compte le plus grand nombre d'internautes (plus de 500 millions en Chine) et celui qui détient le record du monde de l'abonnement haut débit par habitant (1 pour 2,8 en Corée du Sud). L'Inde, dont seulement 10 % des

---

1- Pour les sources des données utilisées dans cette introduction, voir p. 157.

quelque 1,2 milliard d'habitants utilisaient Internet en 2012, se targue pourtant d'être déjà le troisième marché mondial du numérique par le chiffre d'affaires. Compte tenu du fait que les autorités indiennes entendent investir massivement dans le développement des connexions, des centaines de millions de nouveaux venus vont encore grossir les rangs des internautes asiatiques dans les dix ans à venir.

Que peut-on attendre de cette expansion extrêmement rapide d'Internet dans une région en pleine transformation, qui devient de plus en plus le centre de gravité des équilibres mondiaux ?

### *Internet démocratisera-t-il l'Asie ?*

L'Asie d'aujourd'hui est le théâtre d'une confrontation historique entre un puissant régime post-léniniste soutenu par une formidable expansion économique et des démocraties aux prises avec de multiples problèmes<sup>1</sup>. Formidable instrument de communication et d'information, le Web permet de contourner les censures pour nourrir et mobiliser la contestation. Dans la mesure où son développement doit beaucoup à de jeunes entrepreneurs innovants travaillant en toute liberté pour un public attaché aux principes de gratuité et de partage (des données, des œuvres), la culture dominante de la Toile serait *ipso facto* démocratique. Il existerait donc une double relation positive « naturelle » entre Internet et la démocratie :

---

1- Sur ce sujet, voir dans cette collection Jean-Marie Bouissou, Guibourg Delamotte, Chloé Froissart et Gilles Verniers, *Asie : le défi de la démocratie*. Arles, Philippe Picquier, juillet 2013.

cette dernière serait mieux disposée à l'accueillir que les régimes autoritaires, et Internet serait un excellent outil pour la faire progresser là où elle n'existe pas.

On constate en effet qu'en Asie la pénétration d'Internet est maximale dans les démocraties riches (Corée du Sud, Japon, Taiwan) et minimale, voire nulle, dans les pays soumis aux régimes dictatoriaux les plus durs (Birmanie jusqu'en 2012, Corée du Nord). Toutefois, les taux de connexion sont également très élevés dans des pays où la démocratie est sérieusement limitée (Singapour : 77,2 %, Malaisie : 61,7 %). Et si la démocratisation de l'Indonésie s'est accompagnée d'une multiplication par 27,5 du nombre des internautes en dix ans, dans le même temps il a été multiplié par 152 au Vietnam, où le régime post-léniniste tient toujours bon et où la pénétration atteignait 33,7 % de la population en 2011, contre seulement 22,7 % en Indonésie. La même remarque peut être faite en comparant la Chine post-léniniste, où le nombre des internautes a été multiplié par 23 en dix ans et où le taux de pénétration atteint 38,4 %, et l'Inde démocratique (multiplié par 24, et 10,2 %). Ces statistiques ne corroborent pas vraiment l'idée d'une « relation naturelle » entre la pénétration d'Internet et les avancées de la démocratie, du moins en Asie.

Le cas d'école est évidemment la Chine. Séverine Arsène montre comment la Toile y a créé un « espace public national » qui constitue en soi une nouveauté radicale dans l'ancien Empire du Milieu. L'échelle de

ce cyberspace et l'ingéniosité des internautes pour contourner la censure rendent son contrôle aléatoire. Il y circule une masse d'informations que le régime préférerait tenir secrètes ; il s'y opère des mobilisations ponctuelles ; des candidats indépendants aux élections locales s'y font connaître. Fera-t-il pour autant éclore la démocratie ? Que la culture populaire occidentale circule massivement en Chine *via* Internet ne suffit pas à assurer qu'on y embrasse les valeurs qu'elle véhicule. De son côté, le régime entend lui aussi jouer à sa manière la carte du *soft power*, pour lequel l'existence d'un cyberspace national dynamique et créatif constitue un atout. Surtout, malgré le risque politique, les dirigeants misent à fond sur le développement d'Internet à l'échelle de tout le pays pour conforter la croissance économique, dans laquelle ils voient le meilleur gage de la stabilité du régime à long terme.

Dans les pays démocratiques d'Asie, Internet fournit un outil d'action politique inédit aux acteurs les moins bien servis par les grands médias et par les modes de mobilisation fondés sur le clientélisme traditionnel. En Corée du Sud, étudiée ici par Alexandra Soulier, les cyberactivistes des réseaux CAGE et NOSAMO ont fait un usage spectaculaire du Web aux législatives de 2000 pour éliminer près de 70 % des candidats conservateurs qu'ils avaient blacklistés, puis pour faire élire le progressiste Roh Moon-yun à la présidence en 2002.

Une autre manière de faire avancer la démocratie est d'utiliser Internet pour établir une « bonne



e-gouvernance ». Cet objectif va bien au-delà des gains de temps et de la réduction des coûts que permet la possibilité d'effectuer les démarches administratives en ligne. Dans le sous-continent indien, affligé d'une administration pléthorique, lente, paperassière, difficile d'accès, et parfois corrompue, l'ambition est d'établir grâce à Internet un Etat « SMART » (simple, moral, *accountable*, responsable, transparent). Rendre accessibles les services publics et les informations de base, comme le cadastre, depuis un point Internet installé dans chacun des 638 000 villages indiens, constituerait un pas de géant pour permettre à chacun des citoyens du sous-continent de mieux exercer les droits que la démocratie lui accorde en théorie.

Au Japon, la cybermobilisation politique n'a guère contribué qu'à quelques succès locaux épars, comme force d'appoint. Mais le Parti démocrate, qui a détrôné en 2009 les vieux conservateurs du Parti libéral-démocrate après cinquante-cinq ans de pouvoir, a tenté une expérience démocratique novatrice utilisant Internet. Afin que les citoyens aient leur mot à dire sur une (petite) partie des dépenses de l'Etat, il a organisé l'examen public de certaines des demandes budgétaires présentées par les différents ministères. Des experts et des représentants de la société civile ont passé sur le gril les hauts fonctionnaires chargés de défendre ces demandes, au cours de sessions dont la retransmission en direct par les chaînes de télévision sur Internet a connu un bon succès d'audience.

## *Internet exacerbe-t-il les troubles et les tensions ?*

Un autre élément mis en lumière par cet ouvrage est la manière dont Internet privilégie l'émotion, en raison de l'instantanéité qui caractérise son fonctionnement et de la brièveté qui y prévaut dans l'expression. Sur la Toile, le combat, la dénonciation et l'invective font souvent davantage recette que les propos pondérés qui demandent du temps et des explications. Ainsi en Corée du Sud, le site NOSAMO, vibrant d'activité jusqu'à enregistrer 150 000 connexions journalières dans le feu de la campagne présidentielle, a périclité une fois transformé en site officiel de la présidence.

Cette prime à l'émotion peut faire d'Internet un outil privilégié du chauvinisme et du communautarisme. Chacun le sait, et l'Asie n'y fait pas exception. Au milieu des années 2000, suite à la parution au Japon et en Corée du Sud de bandes dessinées xénophobes et haineuses, les internautes des deux pays se sont copieusement insultés. En Inde, il peut suffire d'une photographie tournant La Mecque en dérision sur Facebook pour faire flamber les violences entre hindous et musulmans jusque dans les bourgs ruraux. En Chine, le terme de *renrou sousuo* (moteur de recherche de chair humaine) désigne de véritables chasses à l'homme virtuelles lancées par des cyberpatriotes et moralistes autoproclamés contre ceux dont les *posts* sont jugés attentatoires à l'honneur ou aux valeurs de la patrie. Ce type de lynchage en ligne se retrouve en Corée du Sud, où ils ont provoqué en 2007-2008 le suicide de quatre célébrités, dont la jeune et très populaire actrice Choi Jin-sil.

Les Etats savent tirer profit de ce phénomène. En Chine, le régime manipule volontiers les forums nationalistes et héberge même le très virulent Qiangguo Luntan (Pour une Chine plus forte) sur le site de l'officiel *Quotidien du peuple*. Les dirigeants peuvent ainsi aisément déclencher et stopper des manifestations ciblées contre l'adversaire du moment. Le Japon est le plus souvent visé, mais le Net nippon lui-même est fertile en diatribes antichinoises qui font écho à celles des ultras du camp conservateur, tel le gouverneur de Tokyo Ishihara Shintarô. En Inde, les extrémistes hindous ont su mettre à profit Internet pour resserrer leurs liens avec la puissante diaspora indienne et lui inspirer un « nouveau patriotisme », dont l'idéologie de l'*hindutva* (la suprématie de l'hindouité) n'est pas absente.

Les Etats trouvent aussi dans les faits divers tragiques provoqués par les lynchages en ligne un motif idéal pour resserrer la surveillance sur la Toile. Cela est vrai même des démocraties. En Corée du Sud, la loi de 2008 sur l'information par Internet, destinée à combattre la diffamation, a permis dès l'année suivante de jeter en prison un blogueur star du Net qui critiquait vivement la gestion économique du gouvernement conservateur. Au Japon, faute de pouvoir empêcher les membres du forum géant 2-Channel, où l'anonymat est de rigueur, de divulguer des informations gênantes pour les autorités, celles-ci ont pris prétexte, depuis 2012, de certains messages en ligne qui proposent de la drogue d'une manière plus ou moins codée pour tenter de décapiter le réseau.

### *Discuter est-il toujours démocratique ?*

Dans les quatre pays étudiés ici, quelle que soit la nature de leur régime, Internet est le théâtre d'un affrontement plus ou moins ouvert entre l'Etat et des mouvements citoyens et groupes de toute nature qui s'expriment *via* une multitude de forums et de blogs. L'Etat entend occuper sur la Toile une position centrale d'où il pourra, telle l'araignée au centre de la sienne, avoir un « point de vue panoptique<sup>1</sup> » qui lui permette de démultiplier ses possibilités de contrôle et, le cas échéant, de manipulation. De leur côté, les multiples acteurs contestataires, ou simplement attachés à leur liberté, jouent sur la nature labyrinthique et en perpétuelle évolution de la Toile. Ils ne cessent d'ouvrir de nouveaux canaux d'investigation, de dénonciation et de mobilisation, dont les forums de discussion en ligne et les sites d'information alternatifs sont les plus répandus.

Les forums asiatiques de discussion en ligne ont parfois des noms exotiques à nos yeux (Créativité lumineuse, Eau-bois Tsinghua) et souvent une audience massive. Le gigantesque portail coréen Daum compte pas moins de 2,5 millions de *cafés*, et le site japonais 2-Channel frôle le milliard de contributions annuelles. En soi, échanger librement son opinion sur tous les sujets possibles constitue un exercice démocratique par excellence. Ces forums n'en posent pas moins deux questions. La première est que, sur cette place publique virtuelle, les plus

---

1- Panoptique : se dit d'un bâtiment (souvent une prison) construit de manière à ce qu'il soit possible d'en observer tout l'intérieur depuis un point donné.

anciens, les plus habiles ou les plus véhéments tendent à imposer dans le groupe – qu'il s'agisse d'un pseudo *café* permanent ou d'un éphémère fil de dialogue limité à un millier de messages – un point de vue qui fait taire les contradicteurs et les exclut. Ce phénomène existe partout. Au moins mal, il transforme le forum en un « entre-soi » normé, confortable et ronronnant. Mais dans les sociétés asiatiques, où le groupe prévaut traditionnellement sur l'individu, le risque est peut-être plus grand qu'ailleurs de voir les points de vue majoritaires générer sur Internet ce qu'un sociologue coréen qualifie de « fascisme quotidien », susceptible de se répandre sous forme de « cybercascades » incontrôlables, jusqu'à aboutir aux lynchages en ligne.

Ce constat pose au moins quatre questions : celle de l'anonymat des contributeurs, celle de la responsabilité des hébergeurs, celle du droit des autorités à les contraindre à censurer certains contenus, et celle de la légitimité qu'il peut y avoir à inciter les internautes à dénoncer eux-mêmes les *posts* diffamatoires ou délictueux. Les démocraties japonaise, coréenne et indienne ont pris à cet égard des mesures qui, sans avoir l'étendue et la brutalité de celles qui ont cours en Chine, vont toutes dans le sens d'un contrôle accru.

### *Internet va-t-il remplacer les médias traditionnels ?*

Internet a fait éclore en Asie comme ailleurs un journalisme alternatif, qui se donne pour mission de faire connaître ce que les médias traditionnels passent sous silence et de donner un point de vue

alternatif sur l'actualité. En Chine, on voit apparaître des internautes investigateurs qui travaillent à faire connaître les scandales ou à démasquer les informations officielles truquées. En Corée du Sud ou au Japon, diverses formes du journalisme alternatif sont aujourd'hui institutionnalisées et fermement installées dans le paysage médiatique.

Le modèle le plus abouti est celui du site coréen Ohmynews, actif depuis 2000. Il associe une solide équipe de professionnels de l'investigation et de l'écriture à un foisonnement de « citoyens journalistes ». Ces derniers font bien davantage que ce à quoi invite une de nos chaînes d'information en continu : « Vous êtes témoin d'un événement. Prenez une photo ou une vidéo. » Ils proposent des articles sur les sujets les plus divers (souvent des événements de proximité ou du quotidien) que les professionnels sélectionnent, vérifient et révisent au besoin. Ohmynews dispose ainsi d'une abondante main-d'œuvre gratuite, ou presque, mais il évite les travers de l'amateurisme et de l'information superficielle instantanée (« Prenez une photo... »), sinon toujours ceux du nationalisme, à fleur de peau en Corée. Ohmynews est ainsi devenu une institution puissante et crédible, saluée même au plan international.

Au Japon, Karyn Poupée décrit un modèle différent : les sites d'information sont dérivés des sites de partage et de diffusion de vidéos en direct ou en différé, sur le modèle de Youtube, auquel ils ont adjoint une fonction de commentaire et discussion par les utilisateurs. Les journalistes de ces sites ont

aujourd'hui acquis droit de cité dans les conférences de presse, où ils posent les questions suggérées par les internautes. Dans une société où l'information joue un rôle essentiel et où le plus grand quotidien tire à plus de 11 millions d'exemplaires, Internet gagne en crédibilité : en 2010, 61 % des Japonais jugeaient que c'était un « moyen important pour s'informer », en progression de 20 points depuis 2005. Toutefois, la fiabilité de la Toile reste médiocre (29 %) par rapport à celle accordée à la télévision (63 %) et aux journaux (73 %). Question de démographie, en partie : dans un pays qui vieillit massivement, la génération la plus disposée à faire confiance à Internet parce qu'elle a grandi avec lui est bien moins nombreuse que celle dont l'opinion a toujours été formée par les médias de masse traditionnels – qui ne fait d'ailleurs pas non plus confiance aux procédures informatisées pour ses démarches administratives.

### *Se trouver ou se perdre ? Sociabilité et fractures sur Internet*

Formidable outil de communication, Internet est *a priori* destiné à rapprocher les hommes. Toutefois, à des degrés divers, il crée partout des fractures, dont celle entre les générations n'est qu'un exemple. Ainsi en Inde, outre le fossé entre ceux qui ont matériellement accès au Web et l'immense majorité qui en est dépourvue, Internet creuse aussi celui qui sépare les 10 % de la population qui pratiquent réellement l'anglais – langue officielle – et la masse des locuteurs des multiples langues vernaculaires, pour lesquelles Internet n'a pas été techniquement conçu, et qui

représentent très peu de son contenu. Cela explique que le débat ne soit pas éteint entre ceux qui voient dans Internet l'outil essentiel au développement du sous-continent et ceux aux yeux desquels c'est surtout un instrument d'incitation à toujours plus de consommation, qui ne profite qu'aux privilégiés et risque de détruire jusqu'à la langue des plus démunis, et donc leur identité.

Cette question de la langue et de l'identité qu'elle porte est d'une grande importance pour Internet en Asie. Il n'y a pas qu'en Chine que l'emprise de l'anglais et de la culture anglo-saxonne sur la Toile est considérée avec la plus grande méfiance. Au Japon, la manière dont les fabricants américains de PC ont réussi à étouffer TRON, le premier système d'exploitation en japonais mis au point dans les années 1980, a laissé un souvenir amer. En Corée du Sud, l'usage de l'anglais dans les contenus reste très limité, et les domaines de noms peuvent se décliner dans l'alphabet coréen, le *hangeul*, au lieu du .kr qui est la norme internationale. Partout, les Yahoo!, E-bay, Wikipédia, Facebook et autres Twitter se heurtent à de puissants concurrents locaux, parfois fortement soutenus par les autorités, comme en Chine, où la censure cible activement les sites occidentaux. A peine 20 % des internautes asiatiques utilisent Facebook, contre plus de la moitié dans le reste du monde ; les Japonais préfèrent Mixi, et les Chinois Renren. Ces derniers préfèrent aussi de loin « tweeter » sur Weibo, où 140 caractères leur permettent d'exprimer infiniment plus de choses que le même nombre de lettres de l'alphabet, et plutôt que « googler », ils effectuent leurs recherches sur Baidu, comme les Coréens sur Naver.



En Corée du Sud, où le réseau de Mark Zuckerberg n'avait encore en 2012 « que » 6,3 millions de membres, son principal concurrent local, Cyworld, en compte 26 millions. Ces derniers n'ont pas de pseudo-*friends*, mais une famille virtuelle dont les trois cercles de *chon* (rang de parenté) recyclent le vocabulaire et la hiérarchie confucéens. Ce recyclage apparaît comme un moyen de préserver les valeurs asiatiques alors même qu'Internet bouleverse la sociabilité traditionnelle. De même en Inde, où la société est fondée sur le système des castes, Ingrid Therwath montre comment les possibilités offertes par les réseaux sociaux ou les agences matrimoniales sur la Toile sont souvent utilisées par les internautes pour converser et se marier dans le cadre même de leur caste d'origine. L'internaute élargit son horizon traditionnel et s'en trouve mieux, mais il ne le dépasse pas. Il existe des sites pour toutes les communautés, castes et sous-castes, en sorte qu'Internet tend, d'une certaine manière, à les renforcer plutôt qu'à les transcender.

Au Japon, selon Karyn Poupée, la généralisation de l'usage d'Internet conduit la génération élevée avec ce mode de communication à une forme de sociabilité paradoxale, où l'individu connecté de manière quasi permanente, son portable « greffé dans la main », se tient en « contact permanent avec des amis absents ». A la fois ouvert à des contacts virtuels potentiellement illimités et replié sur lui-même, ce mutant social ne laisse pas d'inquiéter ses aînés, et même les autorités, qui s'alarment des phénomènes d'addiction au point d'imposer un couvre-feu aux